

Le budget

des libéraux qui nous ont laissé avec un gaspillage d'argent dans le passé et qui affecte notre pays aujourd'hui.

Le Budget est aussi bon pour notre économie en ce sens que les investisseurs étrangers viendront s'établir chez nous afin de créer des emplois et du travail pour nos jeunes. Nous savons que, avec la réduction du déficit, nos jeunes n'auront pas de dette sur la tête en naissant, comme le disait mon collègue de Montmorency-Orléans. Je pense que c'est une mesure importante pour assurer un avenir économique prospère au Canada.

[Traduction]

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Je me demande si la députée nous dirait ce qu'elle pense vraiment, en bien ou en mal, des réductions budgétaires touchant les programmes destinés aux femmes. Y est-elle favorable?

[Français]

Mme Jacques: Madame la Présidente, je remercie mon collègue. Vous savez que les réductions budgétaires que nous faisons auprès des femmes présentement, je ne peux pas dire si oui ou non je suis en faveur, je ne peux pas vous répondre là-dessus. Mais je peux répondre à mon collègue libéral que c'est à cause du gaspillage que vous avez fait que nous sommes obligés de couper ces sommes d'argent destinées aux femmes.

[Traduction]

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): La députée est-elle toujours d'accord avec la déclaration que le ministre des Finances a faite en août 1984 à Toronto quand il a dit que s'ils formaient le gouvernement, les conservateurs ne réduiraient jamais le déficit en augmentant les impôts, que la seule façon dont ils le feraient consisterait à sabrer dans les programmes gouvernementaux. Pourrait-elle nous parler de l'authenticité de ces propos dans le climat d'aujourd'hui?

[Français]

Mme Jacques: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son commentaire ainsi que de sa question.

Je voudrais tout simplement lui dire que nous n'avons pas augmenté les taxes dans ce Budget-ci et nous n'avons pas augmenté les impôts. Je pense que nous avons pris des mesures dans la compression des dépenses du gouvernement, des dépenses fédérales encourues dans le cadre de l'administration. C'est comme cela qu'on va essayer de réduire le déficit.

Encore une fois, j'aimerais réitérer que c'est à cause de l'héritage que vous nous avez laissé, cher collègue.

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre des Anciens combattants): Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier le député de Jonquière de s'être désisté pour que je puisse faire une mise au point et corriger certaines observations erronées qu'on a faites à l'égard des mesures budgétaires concernant les anciens combattants.

Je suis bien heureux de participer à ce débat, car il me permet de répondre aux critiques qui, pour des raisons motivées purement par l'esprit de parti, tentent de susciter des craintes non fondées chez les anciens combattants. C'est tout simplement injuste pour eux.

• (1710)

Rien n'est plus éloigné de la vérité. Le gouvernement a toujours été extrêmement généreux envers les anciens combattants. Ce ne sont pas là que de belles paroles. Elles sont corroborées par les faits et les chiffres, qui se passent d'explications. Les dépenses engagées directement ou non en faveur des anciens combattants sont passées de quelque 1,2 milliard de dollars en 1984, à notre arrivée au pouvoir, à plus de 1,5 milliard, à l'heure actuelle. Nous avons apporté beaucoup d'améliorations aux programmes des anciens combattants. Nous avons simplifié les mesures législatives, nous avons établi de nouvelles prestations et nous continuerons de le faire.

Ces améliorations comprennent un régime de pensions beaucoup mieux adapté aux besoins des anciens combattants, une indemnité accrue pour les anciens prisonniers de guerre, des prestations pour les veuves et leur famille et la possibilité pour les anciens combattants qui n'ont servi qu'au Canada de bénéficier d'un programme très populaire, le Programme pour l'autonomie des anciens combattants.

Le gouvernement éprouve un grand respect pour ses anciens combattants et le manifeste chaque année depuis son arrivée au pouvoir en 1984. Cette année, son budget atteindra encore un sommet. Et on ose parler de réductions, madame la Présidente!

Cela dit, jetons un coup d'oeil sur les changements budgétaires qui préoccupent mes collègues d'en face.

Je veux parler d'abord de l'hébergement, car, à mon avis, cette question est importante. Permettez-moi de réfuter immédiatement les propos très exagérés et injustes que certains ont tenus au sujet des répercussions de ces changements. J'ai entendu des spéculations oiseuses sur des augmentations imposées à d'anciens combattants qui ont perdu une jambe à la guerre. C'est de la foutaise. Aucun ancien combattant qui se trouve en établissement